

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Et maintenant, qu'allons-nous faire? Analyse de la situation après les élections de mi-mandat américaines

Les élections de mi-mandat américaines du 10 novembre sont chose du passé; que pouvons-nous désormais attendre des États-Unis sur le front du commerce? Ou, en d'autres termes, comment les résultats de mardi dernier influenceront-ils sur le cours des négociations commerciales actuelles? La défaite des Démocrates de la semaine dernière a été attribuée surtout et avant tout au ralentissement du marché du travail américain. Selon d'aucuns, les électeurs avaient été frustrés par l'incapacité du gouvernement Obama à vite remettre l'économie complètement sur les rails. Ainsi, le président américain avait promis de relancer l'économie en favorisant les exportations et, pour montrer qu'il était disposé à le faire, il a demandé que l'accord de libre-échange États-Unis-Corée (KORUS) soit réglé rapidement, avant le Sommet du G-20 qui doit se dérouler à Séoul cette semaine.

Comme les Républicains dominent désormais la Chambre des représentants, et parce qu'ils vivent selon le leitmotiv qu'une libéralisation plus poussée du commerce équivaut à davantage de création d'emploi, il est très probable qu'ils exerceront des pressions pour que les accords bilatéraux et multilatéraux soient ratifiés dans les prochains mois, à moins que les Républicains du « Tea Party », dont on pense qu'ils s'inquiètent davantage que des entreprises « exportent » des emplois à l'étranger, dictent la position que doit adopter la Chambre. Quoi qu'il en soit, les résultats de mardi passent pour être de bonnes nouvelles aux yeux de tous les observateurs pro-Doha, qui attendent des dirigeants du G-20 qu'ils donnent un autre signal politique fort pour que l'on conclue le Cycle l'année prochaine et que l'on exploite à fond le créneau qui s'offre en 2011, avant que les choses se compliquent de nouveau en 2012.

On pourrait dire que jusqu'à présent, tout ne va pas si mal, car le gouvernement du président Obama, qui souhaite se débarrasser de sa prétendue attitude « anti-entreprise américaine », a vigoureusement fait la promotion du commerce entre les États-Unis et l'Inde le week-end dernier à Mumbai. Cependant, ce sont les résultats de l'ALE KORUS qui signaleraient plus que probablement à quel point les États-Unis sont devenus sérieux pour conclure des accords commerciaux.

Partie II du remue-méninges

Le dernier cycle de séances de remue-méninges des ambassadeurs sur les questions en suspens de Doha n'a pas débouché sur une quelconque percée. En fait, les différences qui séparent les membres au sujet des dispositions visant les produits spéciaux (PS) et le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement, de même que la question des accords sectoriels dans les pourparlers de l'AMNA, ont la vie dure.

Selon des sources, les pays qui ont participé aux séances de remue-méninges se sont affrontés à propos du nombre de lignes tarifaires qui doivent être considérées comme PS. Cette question, qui était jadis considérée comme stable, à la suite du résultat de la ministérielle de juillet 2008, commence désormais à provoquer des remous. Certains pays d'Amérique latine exportateurs de produits agricoles, notamment le Costa Rica, se battent pour que le MSS et les PS soient moins généreux que ceux qui sont actuellement proposés dans les textes sur les projets de modalités, prétendant que si l'on autorisait que 5 % des lignes tarifaires des pays en développement soient assujetties à des réductions nulles, on nuirait gravement à leur capacité d'exporter des biens agricoles vers d'autres pays en développement.

On n'a pas non plus obtenu de meilleurs résultats lors des pourparlers sur l'AMNA parce que les suspects habituels des initiatives sectorielles, en l'occurrence le Brésil, la Chine, l'Inde et les États-Unis, continuent de ne pas s'entendre sur la façon de régler cette question. Les ambassadeurs ont porté leur différend sur la place publique lorsqu'ils ont assisté à un atelier sur les avantages éventuels que Doha pourrait apporter à l'économie mondiale.

AMNA – Toujours la même histoire

Les ambassadeurs des pays émergents, en l'occurrence l'ambassadeur du Brésil, M. Roberto Azevedo, celui de Chine, M. Sun Zhenyu et celui de l'Inde, M. Jayant Dasgupta, ont maintenu leur refus de s'engager à améliorer leur exigence en matière d'accès aux marchés pour les produits industriels, déclarant que les États-Unis devront être « réalistes » et se contenter d'une entente qui est proche de ce qui se trouve actuellement sur la table. « Vous ne pouvez vous attendre, à ce point des négociations, à changer de plusieurs ordres de grandeur les résultats dans l'un quelconque des secteurs en cours de négociation. Cela ne se fera tout simplement pas, » a déclaré M. Roberto Azevedo.

M. Sun Zhenyu a, quant à lui, insisté sur le fait que l'accord final de Doha devra ressembler d'une certaine façon à ce qui figure dans les textes sur les projets de modalités de 2008, si les membres envisagent sérieusement de conclure un accord « l'année prochaine ».

« On ne pourra apporter que des changements supplémentaires à une ou deux choses, ici et là », a déclaré M. Jayant Dasgupta, le nouvel ambassadeur de l'Inde auprès de l'OMC, en faisant allusion aux exigences considérables qu'ont les États-Unis en matière d'accès aux marchés pour les produits industriels, secteur dans lequel, a-t-il dit, les pays développés jouissent d'un avantage concurrentiel par rapport à leurs homologues en développement. Ceci n'est « pas faisable » à cette étape des pourparlers, a fait savoir le représentant indien.

L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, a déclaré avec insistance que les offres actuelles d'accès aux marchés ne sont pas négligeables, mais qu'elles ne sont pas non plus suffisantes. Il a prétendu que les États-Unis n'avaient pas la moindre idée de ce qu'ils retireraient du Cycle, ce qui complique davantage encore le soutien pour le Cycle de Doha. « Le problème c'est que pour nous, ce qui est très clair, c'est la peine que nous nous donnons, ce qui n'est pas si évident, c'est les gains que nous en retirerons, et une partie de ceci est inhérent aux modalités que nous avons fait nôtres lors de ce Cycle », a déclaré M. Punke.

Les États-Unis ont déjà prévenu les membres de l'OMC que faute d'une amélioration des offres de la part des économies émergentes, il n'y avait guère d'espoir d'obtenir le soutien pour un accord final de Doha du Congrès des États-Unis ou du monde des affaires américain.

Entre-temps, tous les ambassadeurs ont exprimé leur soutien aux efforts qui sont actuellement déployés pour donner une nouvelle jeunesse aux pourparlers. Ils se tournent vers les dirigeants du G-20 à Séoul afin qu'ils envoient un signal fort pour que l'on exploite à fond la conjoncture favorable de 2011.

Prochains événements

- Sommet du G-20, 11-12 novembre 2010, Séoul
- Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 13-14 novembre 2010, Yokohama
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 18 novembre 2010, mars, juin, septembre et novembre 2011
- Semaine de l'AMNA, 22 novembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, 29-30 novembre 2010, Paris
- Consultations sur l'agriculture, semaine du 6 décembre 2010
- Conseil général, 14-15 déc. 2010
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, 18 mars 2011 (à confirmer)
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), 15-17 décembre 2011

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254